

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 12/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TARMAC Aérosave SAS**

l'aérodrome  
65380 AZEREIX

Références : 2022-0461

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement TARMAC Aérosave SAS implanté à l'aérodrome 65380 AZEREIX. L'inspection a été annoncée le 02/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de faire le point sur l'arrêté de mise en demeure du 17 août 2021 et sur la gestion des effluents aqueux du site, objet d'une action nationale en 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TARMAC Aérosave SAS
- l'aérodrome 65380 AZEREIX
- Code AIOT dans GUN : 0006805749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TARMAC AEROSAVE a développé sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun et dans la zone Aéroportuaire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, un procédé industriel de déconstruction d'avions associé à des activités de stockage et de maintenance d'aéronefs. Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 12 juin 2007 complété par plusieurs arrêtés complémentaires dont l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatif à l'extension du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 17 août 2021
- action nationale sur le contrôle des rejets aqueux

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.1	/	Sans objet
Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.1	/	Sans objet
Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2	/	Sans objet
Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 7.2	/	Sans objet
Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 1	/	Sans objet
Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 2	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.2.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Paramètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets en sortie des débourbeurs DB1 et DB2 (points de rejets n°2 et n°3), objet de l'arrêté de mise en demeure du 17 août 2021 sont de nouveau conformes depuis avril 2022, suite au déplacement de l'activité de démantèlement sur une plateforme spécifique avec collecte des eaux pluviales et envoi vers le bassin de décantation associé aux filtres à roseaux.

Concernant le rejet en sortie des filtres à roseaux, objet également de l'arrêté de mise en demeure susvisé, l'exploitant étudie sur l'année 2022 la mise en place d'un système de traitement du tributylphosphate par ozonation : durant cette phase d'étude, l'exploitant a mis en place un traitement par filtre à charbon actif dont l'efficacité doit être justifiée par une nouvelle campagne d'analyse (analyse réalisée en juin 2022, mais dont les résultats ne sont pas encore connus).

L'exploitant respecte bien son programme de surveillance des rejets aqueux ; pour ce faire, il fait appel à des prestataires externes pour le prélèvement et l'analyse des rejets. L'exploitant doit justifier que ces prestataires disposent des accréditations et agréments nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté lors de l'inspection le plan des réseaux du site: <b>ce dernier est à mettre à jour avec les réseaux de gestion des effluents aqueux associés au nouveau bâtiment L2.</b>  Le plan de réseaux présenté précise bien les points de collecte et de rejets associés aux zones de parking et aux différentes aires de maintenance/découpe/déconstruction.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Collecte des eaux de découpe de la zone de déconstruction</p> <p>Les eaux de la zone de déconstruction (eaux de découpe) sont collectées dans un réseau dédié qui durant les phases de découpe les conduisent vers une cuve de 50 m<sup>3</sup> située près de l'aire de démantèlement.</p> <p>Un système de muret et de caniveaux permet d'isoler les eaux de découpe. Une fois les opérations de découpe terminées, la zone est balayée et les vannes positionnées afin que les eaux de ruissellement rejoignent le dispositif de traitement des eaux du bassin versant D1. L'activation des vannes permettant de dévier les eaux de découpe sera automatisée sous 1 an à compter de la notification du présent arrêté. Le système de vanne sera ainsi asservi à la production d'eaux de découpe (dès lors que les robinets d'alimentation des eaux de découpes sont ouverts, les eaux collectées sur l'aire de découpe sont automatiquement dirigées vers la cuve sans intervention humaine).</p> <p>Ces eaux souillées sont envoyées pour traitement externe sur une installation agréée.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les bordereaux de suivi des déchets correspondants.</p> <p>Les volumes d'effluents évacués sont suivis et enregistrés dans le registre des déchets avec déclaration annuelle.</p> <p>Un dispositif de comptage des eaux recueillies lors des découpes et envoyées vers le réservoir de 50 m<sup>3</sup> est mis en place par l'exploitant. Un système d'alerte est également mis en place lorsque le niveau de la cuve dépasse un certain seuil de remplissage qui sera défini par l'exploitant. La gestion des vannes et du système d'alerte assurant le recueil des eaux de l'aire de découpe est formalisée et contrôlée. Le report des débits sur un système d'enregistrement adapté est mis en place par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux de la zone de déconstruction sont envoyées vers un réseau dédié qui envoie, en phase de découpe, les eaux de ruissellement vers une cuve de stockage de 50 m<sup>3</sup>. La vanne permettant de dévier les eaux de découpe vers la cuve de 50 m<sup>3</sup> est automatisée : l'asservissement de l'ouverture de la vanne à la production d'eau de découpe a été testé et n'appelle pas d'observation de la part de l'équipe d'inspection. Les eaux contenues dans la cuve de 50 m<sup>3</sup> sont évacuées pour traitement externe vers une installation agréée (société PSI) : le dernier BSDD (N°78836) est daté du 14/06/2022. 25 tonnes d'eaux souillées ont été évacuées vers le site PSI (traitement code D9). La cuve de collecte de 50 m<sup>3</sup> dispose d'une alarme sonore asservie à un flotteur permettant de gérer le remplissage de la cuve et d'éviter tout débordement.</p> <p>La gestion des vannes et du système d'alerte est tracée dans la procédure P019 Indice H "Procédure de suivi de traitement des eaux". Un contrôle mensuel du fonctionnement de ces dispositifs est effectué par l'exploitant et l'ensemble des contrôles réalisés est tracé sur un fichier de suivi. Ce fichier a été présenté en inspection et n'appelle pas d'observations.</p> <p><b>En revanche, l'exploitant n'a pas mis en place un dispositif de comptage permettant un suivi et un enregistrement des quantités d'effluents évacués vers le réservoir de 50 m<sup>3</sup>.</b></p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le lavage des aéronefs n'est autorisé que sur l'aire de défueling des avions. Ces eaux sont dirigées vers le système de traitement du bassin versant D1 du site. Lors des phases de lavage des aéronefs, un contrôle journalier du pH, ou tout dispositif apportant des garanties équivalentes, est effectué, au moment le plus opportun (après mélange des eaux de lavage avec les eaux du bassin) dans le bassin amont du séparateur d'hydrocarbures (prélèvement à faire en profondeur compte tenu de la densité du produit détergent utilisé). Une neutralisation de l'effluent présent dans ce bassin est en tant que de besoin effectuée afin que l'effluent ait un pH compris entre 5,5 et 8,5. Les phases de lavage et de gestion des eaux font l'objet d'une procédure écrite. Les contrôles pH réalisés dans ce cadre sont consignés sur un registre qui fait apparaître à minima la date du contrôle, le lieu, la profondeur à laquelle le prélèvement a été fait, le matériel de contrôle utilisé, le pH et les éventuelles actions correctives engagées. Tout dispositif apportant des garanties équivalentes peut être proposé par l'exploitant, notamment au regard d'une analyse technique basée sur des contrôles pH effectués en situation réelle de phase de lavage. Cette analyse technique est soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le lavage des aéronefs est une opération peu courante sur le site. Le dernier lavage a eu lieu le 04/03/2021 : l'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection la procédure écrite et la traçabilité des contrôles réalisés lors de ces opérations, notamment la mesure du pH.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin versant P1, P2 et P3 : il s'agit des eaux des aires de stationnement des parkings P1, P2 et P3 où sont également réalisées des opérations de maintenance légères</p> <p>Ces eaux pluviales, susceptibles d'être polluées, notamment par des fuites de kérosènes et d'huiles, sont collectées par une cunette, traitées entre chaque « branche de stockage d'aéronef » enherbée via un débourbeur séparateur d'hydrocarbures puis infiltrées par drains à plus de 2 mètres de profondeur. Chaque dispositif d'infiltration est constitué d'une zone d'infiltration enterrée de 500 m<sup>2</sup>.</p> <p>Les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'une inspection mensuelle, d'une vidange annuelle et d'un curage annuel des drains en aval. Ces éléments sont intégrés dans la procédure de suivi.</p> <p>Les débourbeurs-deshuileurs des zones P1, P2 et P3 devront être modifiés soit pour permettre un rejet en surface sur une zone végétalisée soit pour un traitement différent permettant d'éviter l'infiltration en profondeur s'apparentant à des puits et interdit conformément à l'alinéa 3 du présent article 4.2.. L'exploitant réalisera dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique et réalisera les aménagements nécessaires sous 1 an à compter de la transmission de l'étude.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux pluviales associées aux parkings P1 à P3 sont collectées puis dirigées vers des débourbeurs-déshuileurs. Ces derniers font l'objet d'une inspection mensuelle (consignée dans la procédure écrite P019-Indice H - Procédure suivi de traitement des eaux). L'exploitant a présenté en séance les derniers contrôles mensuels réalisés sur ces équipements. Ces contrôles mensuels doivent être complétés avec un contrôle visuel du niveau des boues de fond de cuve et du niveau d'hydrocarbures en flottation. L'exploitant réalise également une vidange annuelle des débourbeurs-déshuileurs. Suite aux dernières analyses des eaux pluviales en sortie de ces équipements, et au constat que ces derniers s'encrassaient rapidement, <u><b>l'inspection des installations classées demande à ce que la fréquence de vidange des débourbeurs-déshuileurs devienne semestrielle.</b></u></p> <p>L'étude technico-économique relatif au déplacement des débourbeurs-déshuileurs permettant un rejet en surface a été transmis à l'inspection des installations classées le 21 juillet 2021. L'exploitant prévoit de supprimer les débourbeurs-déshuileurs, de mettre en place des pompes de relevage pour envoyer les eaux pluviales vers des noues d'infiltration en surface. L'exploitant étudie également la possibilité de mettre un géotextile au niveau des noues qui permettrait d'absorber les polluants notamment le tributylphosphate (TBP). Une étude est en cours afin de vérifier l'efficacité du géotextile en terme d'absorption (résultats août 2022). Des essais de biodégradabilité du TBP seront ensuite réalisés fin d'année 2022 afin de vérifier l'absence de saturation du géotextile. Les travaux seront ensuite réalisés au second semestre 2023, après un essai pilote prévu au premier semestre 2023.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit solliciter une demande de report de l'échéance de 1 an après la transmission de l'étude technico-économique imposée par l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020. Cette demande de report devra être argumentée et justifiée. Un nouvel échéancier devra être proposé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte des effluents liquides et modalités de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin versant L2 : il s'agit des eaux issues du nouveau hangar logistique L2 Les eaux de toiture du bâtiment logistique L2 sont dirigées vers une noue d'infiltration d'une surface de 650 m<sup>2</sup> et d'une capacité de 400 m<sup>3</sup>, associée à plusieurs puisards.</p> <p>Les eaux de voiries et de stationnement associées sont renvoyées : vers un débourbeur-déshuileur avant infiltration dans des noues d'infiltrations ou système équivalent : dans ce cas, les rejets sont réalisés en surface à distance des puisards. Ce débourbeur-déshuileur est entretenu régulièrement. Il fait l'objet d'une vérification visuelle mensuelle et d'une vidange annuelle. et/ou vers une zone d'infiltration à proximité des puisards : dans ce cas, ces derniers sont étanchés en superficie avec une margelle de 0,1 m environ de manière à favoriser une infiltration moins directe.</p> <p>Si l'exploitant souhaite conserver le dispositif actuel de collecte d'une partie des eaux de voiries et de parking de la périphérie du bâtiment de logistique L2 vers des puisards, ces derniers doivent être pourvus d'une margelle étanche de 0,1 m environ et les zones proches, en bordure ouest et sud, doivent être bien enherbées pour favoriser une infiltration moins directe (éviter l'infiltration dans des puisards interdits à l'article 4.2 alinéa 3), et surtout retenir une partie des eaux du parking dans l'éventualité de déversement accidentel. En cas d'impossibilité, les rejets en aval du débourbeur-déshuileur doivent être réalisés en surface et les puisards proches doivent être supprimés. L'exploitant doit transmettre sous 6 mois, à compter de la date de la notification de l'arrêté, l'étude technico-économique visant à supprimer les puisards et réaliser les aménagements nécessaires sous 1 an à compter de la remise des conclusions de l'étude.</p>
<p><b>Constats :</b> L'étude technico-économique transmise en juillet 2021 a validé les travaux de suppression des rejets en profondeur. Il est prévu de supprimer le débourbeur déshuileur et de mettre en place une station de relevage afin d'envoyer les eaux pluviales vers une noue d'infiltration. L'exploitant prévoit aussi de séparer les eaux pluviales de toitures et les eaux pluviales de voiries lors de ces travaux de mise en conformité. Ces travaux seront réalisés à la fin du dernier trimestre 2022.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors des opérations de vidange ou de remplissage des différents produits liquides contenus dans les aéronefs, durant la maintenance et la déconstruction, des dispositifs de rétentions mobiles sont mises en place afin de recueillir toutes fuites ou égouttures accidentelles, ainsi que des kits de lutte contre les fuites.</p> <p>En complément des opérations de surveillance « technique » de l'avion, des visites sont réalisées sur les parkings par le service HSE en suivant une procédure interne. Ces visites, sous le format d'une « visite de chantier SSE » ont pour objectif la surveillance environnementale de ces activités. Elles traitent des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- prévention : mise en place de moyens de protection de types tapis absorbants, bacs de collecte, identification des produits chimiques,...</li><li>- intervention : connaissance, identification et utilisation du kit anti-pollution</li><li>- gestion des déchets : ramassage/collecte, tri, stockage</li></ul> <p>Ces visites de surveillance font l'objet d'une procédure formalisée établie par l'exploitant et précisant les points examinés lors de ces visites, la fréquence de surveillance, la localisation des kits anti-pollution sur le site,...).</p> <p>Ces visites font l'objet d'une remontée d'information aux responsables et chefs d'équipe. Les résultats de ces visites sont consignés dans un tableau de suivi.</p> <p>En complément des visites chantier SSE, la surveillance des rejets accidentels sur les parkings avions est effectuée par :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la sensibilisation du personnel qui circule quotidiennement sur ces voiries afin qu'ils puissent donner l'alerte au plus vite en cas de pollution constatée visuellement. Les modalités de sensibilisation du personnel font l'objet d'une procédure formalisée par l'exploitant.</li><li>- une visite quotidienne des avions stationnés afin de vérifier l'absence de pollution au sol</li><li>- une tournée mensuelle liée à celle de la surveillance des séparateurs à hydrocarbures. Elle permet de vérifier visuellement l'absence de trace de pollution. En cas de doute, des prélèvements et analyses sont effectués localement.</li></ul> <p>En cas de pollution, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-alerte des managers de Tarmac Aerosave</li><li>-selon les cas et si possible, confinement de la source de pollution à l'aide du kit anti-pollution présent sur le site (contenant des boudins absorbants, absorbants poudres, tapis absorbants, pelle, balai, big bag double ensachage et extincteur)</li><li>- récupération des quantités non encore écoulées dans l'espace vert par les produits absorbants du kit</li><li>- intervention dans la journée d'un prestataire extérieur pour évacuer les terres polluées en surface. Si la date de la pollution est inconnue, des analyses doivent être effectuées pour déterminer à quelle profondeur les sols ont été impactés. Les terres polluées sont évacuées et traitées dans des filières agréées. Les bordereaux de suivi des déchets doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</li></ul> <p>Ces dispositions en cas de pollution sont formalisées dans une procédure, faisant l'objet d'une information annuelle auprès du personnel. Les interventions réalisées sont consignées dans un registre.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection la fiche de contrôle relative aux visites SSE. Cette fiche de contrôle n'appelle pas d'observations.</p> <p>Ces visites sont programmées (à minima une visite annuelle par secteurs d'activités).</p> <p>Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de kits anti-pollution au niveau de chaque secteur d'activité.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La société TARMAC AEROSAVE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun, est mise en demeure de respecter, d'ici le 30 juin 2022, les valeurs limites fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2020 pour les points de rejet N°2 et 3 (anciens parkings).
<b>Constats :</b> L'exploitant a déplacé l'aire de démantèlement des avions. Cette dernière était auparavant positionnée au niveau du parking 3 (point de rejet n°2 DB1 référencé dans l'arrêté préfectoral). La nouvelle aire de démantèlement est positionnée au niveau de la plateforme T3. Les eaux pluviales collectées rejoignent le bassin de décantation (point de rejet n°1).  Les derniers résultats de l'autosurveillance d'avril 2022 sur les points de rejets n°2 (DB1) et n°3 (DB2) montrent des rejets conformes sur l'ensemble des paramètres surveillés notamment le tributylphosphate. L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 17/08/2021 est respecté.  Des dépassements ont été observés sur le point de rejet n°4 (DB3) avec un dépassement de la valeur limite en MES (160 mg/l mesuré pour une valeur réglementaire de 100 mg/l). L'exploitant explique ce dépassement par la présence de pollen en grande quantité lors du prélèvement.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/08/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La société TARMAC AEROSAVE, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun, est mise en demeure de respecter, d'ici le 31 décembre 2022, les valeurs limites fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2020 pour le point de rejet N°1. La mise en conformité se fera par la mise en place d'un traitement complémentaire qui se fera en plusieurs étapes : <ul style="list-style-type: none"><li>- phase 1 d'une durée de 2 mois sur septembre-octobre 2021 : caractérisation précise des rejets</li><li>-phase 2 d'une durée de 1 mois sur novembre 2021 : analyse de la faisabilité technique de différentes solutions</li><li>-phase 3 d'une durée de 5 mois (jusqu'à fin avril 2022) : programmation, réalisation et validation des solutions par un projet pilote</li><li>-phase 4 jusqu'à décembre 2022 : dimensionnement, conception et réalisation de l'installation industrielle</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place, fin avril 2022, un filtre à charbon actif en sortie des filtres à roseaux, afin de respecter les valeurs limites de rejets fixées à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020. Ce traitement est pour l'instant provisoire, en attendant les résultats des essais pilotes pour la mise en place d'un traitement par ozonation. L'exploitant a fait réaliser un nouveau contrôle de surveillance des rejets aqueux en juin 2022, notamment au niveau du point de rejet n°1, par un laboratoire de contrôle externe. Les résultats ne sont pas encore disponibles. L'exploitant devra transmettre, dès réception, les résultats de ce contrôle externe à l'inspection des installations classées. L'efficacité de la solution provisoire de traitement par charbon actif n'a donc pas pu être pour l'instant démontrée, pas plus que le respect de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 17 août 2021. Aucune suite administrative ou pénale n'est pour l'instant proposée, l'échéance de mise en conformité du point de rejet n°1 étant au 31 décembre 2022.  Depuis mai 2022, l'exploitant réalise toutefois une analyse hebdomadaire en interne du tributylphosphate et du COT en amont et aval du filtre à charbon actif, afin de vérifier l'efficacité du traitement. Du fait du faible volume d'eaux pluviales sur la période de mai-juin 2022, de la recirculation des effluents depuis la cuve tampon vers le charbon actif, ces résultats sont peu exploitables (concentration en tributylphosphate en amont du charbon actif < limite de quantification).  Concernant les phases de la mise en conformité indiquées dans l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant a fait part par courriel du 21 février 2022, d'un retard dans les phases 1 et 2. Ce retard a été explicité et justifié (problème d'exploitation des résultats des campagnes d'analyse du dernier trimestre 2022 décalant une nouvelle caractérisation des effluents au premier semestre 2022). Ayant pris du retard sur ces 2 premières phases, l'exploitant n'a pas pu enclencher la phase 3 (essai pilote) au printemps 2022 et a sollicité un report en septembre 2022 afin de procéder aux essais pilotes dans des périodes pluvieuses. Les résultats de l'essai pilote seront transmis fin 2022 pour une mise en place du traitement final au premier trimestre 2023.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, un contrôle visuel des rejets (couleur, aspect des plantes...) a été réalisé par l'équipe d'inspection au niveau des points de rejets n°1 et n°2. Ce contrôle n'a pas suscité d'observations.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le programme de surveillance imposé par l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 reprend les exigences de l'article 58-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.  L'exploitant respecte son programme de surveillance et transmet les résultats sous l'application GIDAF.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare l'ensemble de son autosurveillance sur GIDAF et justifie les dépassements observés ainsi que les mesures correctives mises en place.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place de mesures ponctuelles complémentaires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place sur une période de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, une campagne de mesure semestrielle en amont des dispositifs de traitement DB1, DB2 et DB3 afin de mieux caractériser les eaux de ruissellement des aires de parking avion. Les paramètres analysés sont les suivants : pH, MES totales, hydrocarbures totaux, tributylphosphate, HAP, BTEX, température in situ, DCO eb, conductivité, COT, cadmium, chrome, cuivre, nickel, zinc et aluminium. Les résultats de ces campagnes de mesure et leur interprétation sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard un mois après la réalisation des analyses.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise depuis 2020 une surveillance des rejets en amont des dispositifs de traitement DB1, DB2 et DB3, mais n'a pas transmis les résultats. <b>L'exploitant doit transmettre une synthèse des résultats des analyses réalisées depuis 2020.</b>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les résultats de l'autosurveillance sont bien déclarés sur l'application GIDAF.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Les prélèvements sont réalisés par la société ANTEA et les analyses sont ensuite sous-traitées au laboratoire SGS.  L'exploitant doit transmettre à l'équipe d'inspection: <ul style="list-style-type: none"><li>- l'accréditation des deux structures intervenantes (ANTEA et SGS) conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE,</li><li>- l'habilitation interne des opérateurs intervenant pour ces deux structures.</li></ul>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Suivi de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise un suivi de la qualité des eaux souterraines via : <ul style="list-style-type: none"><li>- ses cinq ouvrages de prélèvement d'eaux souterraines existants : Pz7 bis, Pz3 bis, Pz4, Pz8 et Pz2, localisés sur le plan figurant en annexe 2 de cet arrêté</li><li>- le piézomètre foré en 2016 pour le Syndicat Mixte Pyrénia, situé à proximité :Pz2-2.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise une surveillance semestrielle des eaux souterraines sur les 5 piézomètres présents au droit du site ainsi que sur le piézomètre Pz2-2 externe au site.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Paramètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2020, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paramètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres suivants. Cette périodicité peut être revue après avis préalable de l'inspection. Des paramètres pourront également être rajoutés en cas d'anomalie constatée ou demande de l'inspection. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le rapport de synthèse du suivi de la qualité des eaux souterraines d'octobre 2019 à avril 2022. Entre avril 2021 et avril 2022, le suivi semestriel n'a pas montré de dépassement des valeurs réglementaires sur l'ensemble des paramètres suivis.  Les teneurs en tributylphosphate sont toutes en deçà des limites de quantification, hormis une mesure en PZ8 en avril 2021 mais cette mesure était largement inférieure à la norme de qualité environnementale (0,65 µg/l pour une VLE de 82 µg/l).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet